le libertaire

revue de synthèse anarchiste

N° 57
NOVEMBRE 2013

Edité par le
groupe libertaire Jules. Durand

Albert Camus

On connaissait Albert Camus, celui qui n'a pas appris la misère dans Marx mais parce qu'il l'a vécue en Algérie. On connaissait l'écrivain : pièces de théâtre, romans. On connaissait le résistant de Combat, ses coups de gueule avec Sartre…Son goût pour les femmes, sa grande capacité de travail et de réflexion sur le genre humain. Mais on connaît moins son compagnonnage avec les libertaires et son anti-franquisme.
Puisse le lecteur être satisfait de nouvelles découvertes…

FRANCO, DEFENSEUR DE LA CULTURE !

On sait que le conseil économique et social de l'O.N.U. a émis un vote favorable à l'admission de Franco à l'UNESCO (seuls votes défavorables : le Mexique, l'U.R.S.S et ses satellites ; abstention de la Suède. La France, les U.S.A, la Grande-Bretagne ont voté pour). Certains journaux ont déjà publié la lettre Suivante adressée par Albert Camus à M. Torrès-Bodet, Directeur Général de l'UNESCO :

Paris, le 12 juin 1952

Monsieur le Directeur Général,

Par une lettre du 30 mai, l'UNESCO a bien voulu me demander de collaborer à une enquête qu'elle entreprend sur un problème intéressant la culture et l'éducation. En vous priant de bien vouloir faire part de mes raisons aux organismes directeur de l'institution, je voudrais vous dire brièvement pourquoi je ne puis consentir à cette collaboration aussi longtemps qu'il sera question de faire entrer l'Espagne franquiste à l'UNESCO.

J'ai appris, en effet, cette nouvelle avec indignation , je doute qu'il faille l'attribuer à l'intérêt que l'UNESCO peut porter aux réalisations culturelles du gouvernement de Madrid ni à l'admiration que l'UNESCO a pu concevoir pour les lois qui régissent l'enseignement secondaire et primaire en Espagne (particulièrement les lois du 20 septembre 1938 et du 17 juillet 1945, que vos services pourront utilement consulter) .Je doute plus encore qu'elle s'explique par l'enthousiasme avec lequel ledit gouvernement reçoit les principes dont l'UNESCO prétend s'inspirer. En fait, l'Espagne franquiste, qui censure toute expression libre, censure aussi vos publications Je mets, par exemple, au défi vos services d'organiser à Madrid l'exposition des droits de l'homme qu'ils ont fait connaître dans beaucoup de pays. Si déjà l'adhésion de l'Espagne franquiste aux nations unies soulève de graves questions dont plusieurs intéressent la décence, son entrée à l'UNESCO, comme d'ailleurs celle de tout gouvernement totalitaire, violera par surcroît la logique la plus élémentaire. J'ajoute qu'après les récentes et cyniques exécutions de militants syndicalistes en Espagne, et au moment où se préparent de nouveaux procès, cette décision serait particulièrement scandaleuse.

La recommandation de votre conseil exécutif ne peut donc s'expliquer que par des raisons qui n'ont rien à voir avec les buts avoués de l'UNESCO et qui dans tous les cas, ne sont pas ceux des écrivains et des intellectuels dont vous pouvez solliciter la sympathie ou la collaboration. C'est pourquoi, et bien que cette décision soit en elle-même , je le sais, de mince importance, je me sens cependant obligé de refuser en ce qui concerne, tout contact avec votre organisme, jusqu'à la date où il reviendra sur sa décision et de dénoncer jusque-là l'ambiguïté inacceptable de son action.

Je regrette aussi de devoir rendre publique cette lettre dès que vous l'aurez reçue. Je le ferai dans le seul espoir que des hommes plus importants que moi partageront mon opinion et vous signifieront directement qu'ils sont décidés eux aussi à boycotter une organisation qui vient de démentir publiquement toute son action passée.

Avec mes regrets personnels, je vous prie de croire, Monsieur le directeur Général, à mes sentiments bien sincères.
AlbertCAMUS

Socialistes et extrême-droite

La politique de Hollande ressemble à s'y méprendre à celle de ses prédécesseurs avec à la clef un chômage de masse, une précarité grandissante, un pouvoir d'achat en régression et un tas d'acquis sociaux qui fichent le camp détricotés au fur et à mesure.

Cette situation alimente l'extrême- droite qui n'en demandait pas tant.

Là où le crétinisme de gauche s'accélère, c'est quand au lieu de prendre des mesures concrètes pour remédier aux maux de la population, le PS s'enlise dans la continuité d'une politique catastrophique pour les salariés et les chômeurs.
L'extrême -droite n'a plus qu'à récolter le mécontentement des gens…

On parle de tripartisme mais à y regarder de plus près, on s'achemine dans les années à venir vers un bipartisme :droite / extrême droite, la gauche se laminant elle-même..

La ligne traditionnelle de la gauche est de demander aux gens de voter : aux urnes citoyens, hurlent-ils !

Mais quand les gens votent, attention,on leur dit qu'ils votent mal, c'est la contradiction du système électoral. Les gens ne votent bien que quand ils votent pour les partis qui font perdurer le système. L'extrême-droite aussi fera perdurer le système d'exploitation mais les gens ne le savent pas encore, .

Quand on laisse à d'autres le soin de faire à sa place, ceux qui le font s'arrogent le droit de le faire en fonction de leurs intérêts.

Alors le PS agite un chiffon rouge : le spectre du fascisme. Et la gauche du PS appelle à un pacte républicain, une union sacrée d'où l'utilisation de l'histoire au travers des commémorations de la guerre 1914-1918.

La gauche nous refait le coup de la citadelle assiégée, de la patrie en danger. Le ministre de l'économie sociale se transforme en un Danton des temps modernes criant à qui veut l'entendre que la République se meurt.

Ces gugus de la politique politicienne nous proposent simplement de voter pour eux pour que leur système et leurs prébendes subsistent. Aucune remise en cause de leurs actions, propositions…En clair, ils nous prennent pour des billes. Il faut bien sûr expliquer dans les entreprises que l'extrême droite n'est en aucune manière un recours ni une alternative. Avec eux nous aurons la continuité de l'exploitation plus la schlague.

Les libertaires proposent aux salariés de ne plus voter, de s'abstenir activement :

- Pour assécher les finances de ceux qui nous maintiennent dans la pauvreté ;
- Pour leur dire que nous ne sommes pas dupes de leurs entourloupes ;
- Pour s'organiser autrement : coopératives, associations de solidarité, reprise des directions syndicales sans politiciens à la tête des syndicats, AMAP, réseaux d'entraide, retour à l'esprit des Bourses du travail (formation intellectuelle, continue…)…

Le 21 avril 2002, on nous avait fait le coup du pacte républicain, certains libertaires étaient tombés dans le panneau en votant Chirac, alors c'est fini. La montée de l'extrême relève de la stricte responsabilité de la gauche notamment de son incompétence congénitale à œuvrer dans le sens de l'intérêt général préférant faire la cour aux grands de ce monde : grands patrons, financiers et agioteurs.

Aux prochaines municipales et européennes de 2014 : abstention ! Les politiciens sont tous des profiteurs et des aspirants au pouvoir. Le pouvoir est maudit (Louise Michel) et la pauvreté, c'est l'esclavage (Bakounine). Avec 9 millions de pauvres en France, pas d'hésitation! On ne fait plus confiance aux politiciens, quels qu'ils soient, y compris ceux d'extrême droite. De Marine à l'homme à la marinière: méfiance et défiance doivent être les mamelles des gens qui produisent les véritables richesses du pays. Le Peuple!

Travailleurs, chômeurs, rejoignez la base sociale des travailleurs libertaires.

Notre arme, c'est la grève générale pour inverser le cours des choses. En dehors de cette voie, pas de salut !

ALBERT CAMUS ET LA CLASSE OUVRIERE

PAR Pierre Aubery

LE SOUCI QUE MANIFESTENT en France tous ceux qui tiennent une plume, qu'ils soient journalistes, romanciers ou philosophes, de s'adresser au peuple, de délivrer un message, de peser de tout leur poids sur les destinées politiques et sociales du pays, semble parfois amuser les professeurs et les érudits américains. Cette attitude si fréquente chez nos écrivains, n'est cependant pas nouvelle. Elle s'observe dans les lettres françaises sinon depuis la révolution de 1789 du moins depuis le début de l'ère industrielle et de l'instruction obligatoire. Dans ce domaine, comme dans plusieurs autres. Victor Hugo fait figure de précurseur et les dix volumes des Misérables (1862) sont peut-être le premier exemple d'un roman social vraiment populaire. Les aspirations et les idéaux du peuple s'y reflètent et le peuple lui-même y apparaît comme un nouveau messie.

Les écrivains réalistes, qui faisaient leurs débuts au cours de ces mêmes années du Second Empire, ont placé également dans des milieux populaires l'action de leurs romans. Ils étaient persuadés de trouver là, la seule vérité digne de foi, « dans l'homme social le seul sujet digne d'intérêt, dans le peuple lui-même, le seul public digne des plus hautes conceptions de l'art » (Édouard Maynial, Le Réalisme, Crès, 1931, p.9) ; Leurs successeurs les ont imités sur ce point. Aujourd'hui même, quoique se plaisant souvent à s'envelopper d'orgueilleuses ténèbres la « littérature engagée » se fait-elle aussi une idée très haute de sa fonction sociale. Sartre lui-même considère son théâtre comme un moyen d'exercer une action directe sur l'opinion de son temps (V. Nekrassov). Le lecteur américain peut-être pas sans surprise que l'écrivain contemporain qui tient le plus à toucher un public populaire et qui est effectivement le plus proche des militants ouvriers n'est autre que le Prix Nobel 1957, Albert Camus.

Au sein de la classe ouvrière française, Le Livre constitue l'une des corporations les mieux organisées au point de vue syndical. La conscience de classe et le niveau de culture élevé qu'on y rencontre incitent souvent à chercher dans ce milieu l'élite des travailleurs. De plus l'activité professionnelle des ouvriers du livre, qui les appelle à fabriquer les éléments matériels des œuvres écrites, les rapproche souvent de ceux qui les conçoivent.

Au mois de novembre 1957, lors de l'assemblée générale du syndicat du livre, section des correcteurs parisiens, le président de séance donna lecture de la lettre d'un syndiqué. Celui-ci proposait de voter « une motion adressant des félicitations à l'auteur de l'homme révolté, le penseur le plus lucide et le plus honnête de notre temps. »

La motion fut adoptée et, quelques semaines plus tard, Albert Camus en personne venait s'entretenir avec les ouvriers correcteurs des rapports de l'écrivain avec la classe ouvrière.

Pourquoi donc ces ouvriers parisiens dont l'esprit de classe ne va pas sans quelques particularisme ni sans quelque méfiance à l'égard des « élites, » intellectuelles ou autres, faisaient-ils ainsi exception pour le nouveau Prix Nobel, au point de le considérer presque l'un des leurs ?

C'est que, d'abord, Camus n'est pas un bourgeois. Son enfance dans un humble milieu, parmi les plus pauvres des ouvriers, les ouvriers algériens, représente pour les prolétaires une garantie.

Il connaît leurs problèmes, leurs façons de penser et il ne peut avoir à leur égard le mépris sommaire des gens comme il faut qui jugent leurs semblables à la coupe de leurs vêtements ou à leur façon de tenir une tasse de thé. Ses fortes études, poursuivies dans des conditions difficiles, il fut tour à tour vendeur d'accessoires d'automobiles, météorologue, employé chez un courtier maritime puis à la Préfecture, contribuent également à le rendre sympathique. La philosophie même n'a pas réussi à le gâter et, malgré sa licence, son mémoire de diplôme sur Saint Augustin et Plotin, il n'a pas cessé d'écrire une langue simple qui demeure toujours compréhensible.

Avant de devenir un sujet d'étude, l'œuvre de Camus a été pour beaucoup d'ouvriers, dont nous étions, un réconfort et une invitation à réfléchir sur notre temps.

Par ailleurs, sa jeunesse, ses succès d'écrivain, d'auteur dramatique, lui donnaient à nos yeux la même sorte de prestige que celui dont naguère un Barrès ou un Gide étaient auréolés. Mais cette fois la réussite éclatante dont Camus nous offrait le spectacle n'était pas le produit des longs loisirs d'une adolescence bourgeoise choyée et libérée de tous soucis.

Suite page 4

Suite de la page 3

Camus avait connu pour de bon la dure servitude du travail salarié, avec ses longues heures, ses tâches abrutissantes qui vous laissent l'esprit vide et le corps moulu. Il s'était affirmé par la force seule d'une remarquable intelligence servie par un talent généreux

L'exemple de Camus était, au lendemain de la guerre, un encouragement et un espoir pour tous ceux qui attendaient de la Libération la destruction des barrières sociales qui, en France, rendent si difficile l'accès du monde de la culture et en particulier de la culture universitaire, aux ouvriers et à leurs enfants. Camus lui, avait su se dégager, se libérer des plus dures contraintes qui « aliènent » le prolétaire, l'empêchent de se développer, de s'épanouir au moyen de quelque activité créatrice. Mais, différent en cela des parvenus, Camus ne s'était pas désolidarisé, le succès venu, du milieu dont il était issu. Bien loin de dénoncer le matérialisme et la bêtise populaire, comme tant d'autres, il réclamait pour tous cette liberté qu'il avait su conquérir. Dans sa préface aux Œuvres complètes de Roger Martin du Gard (pléiade, 1955, p. XI), il écrivait :

« Celui qui fait du travail libre sa raison et sa joie peut finalement supporter toutes les humiliations, sauf celles qu'on inflige justement au travail, de même qu'il peut recevoir tous les privilèges, sauf ceux qui le séparent par la liberté, du travail enchaîné. »

Les origines de Camus, les attitudes qu'il a eu le courage de prendre expliquent dans une certaine mesure, la situation exceptionnelle qu'il occupe dans le monde des lettres. Il n'appartient à aucun parti, à aucune chapelle et pourtant nul ne lui refuse une certaine considération nuancée de respect et d'estime. Chacun semble admettre implicitement ce que disait un ouvrier du livre en présentant Camus à ses camarades : « Un fait est simple : nous sommes en présence d'un des rares écrivains qui n'acceptent pas de se laisser corrompre. » .

Ses seuls adversaires déterminés on les trouve comme il est de règle, parmi ses anciens amis. Mais ne peut-on pas découvrir un conflit de tempérament et de caractère plutôt que de profondes divergences idéologiques à l'origine par exemple de la rupture entre Sartre et Camus à la suite de la publication de l'Homme révolté (v. Les temps Modernes, Août 1952, p. 317 à 383) ?

Sartre, après tout, demeure un bourgeois et, qui pis est, il faut bien le dire, malgré les prestiges et les séductions de son étincelante rhétorique, un bourgeois autoritaire, dogmatique. L'étrange attirance, que le parti communiste a longtemps exercée sur lui, ne s'expliquerait-elle pas par un complexe de César mal liquidé ? Sartre n'a-t-il pas longtemps cru voir dans le Parti un magnifique instrument de violence et de puissance dont il aurait voulu pouvoir jouer ? Or, pour Sartre, il n'y a guère de doute que les dirigeants du parti communiste français soient les seuls qui pourraient et qui sauraient utiliser la force redoutable du prolétariat à des fins révolutionnaires.

Il en va tout autrement avec Albert Camus, Lui ne voit pas la classe ouvrière à travers les schémas et les cadres marxistes Il ne voit surtout pas en elle un instrument, un moyen.

Il a dit et répété son admiration pour la tradition révolutionnaire de la première internationale et du mouvement bakouniniste, tradition encore vivante dans les milieux syndicalistes révolutionnaires.

Celle-ci, plutôt que de constituer un pesant « appareil » centralisé, capable de jouer un rôle sur la scène politique nationale et internationale, se soucie surtout de former des élites de direction à l'intérieur de la classe ouvrière elle-même

Pour l'ouvrier réel, qui ne ressemble pas souvent au « prolétaire » des manuels marxistes, l'important en effet n'est pas seulement la couleur de la majorité au pouvoir ou même la forme du gouvernement. Pour le salarié, soumis à la loi du travail, trop souvent abandonné à l'arbitraire patronal, l'important demeure de trouver au sein de l'entreprise l'appui d'un noyau de syndicalistes, actifs et bien préparés, capables de faire respecter les lois sociales, capables aussi de conduire avec compétence et autorité la négociation de contrats collectifs. Mais pour atteindre ces objectifs, très pratiques il faut d'abord, comme le rappelait Camus aux correcteurs parisiens « faire des hommes par le syndicat. ».

Dans l'Homme révolté Albert Camus expliquait comment l'équilibre entre l'individu et la collectivité se trouvait réalisé par la pratique du syndicalisme révolutionnaire qui, « en un siècle, a prodigieusement amélioré la condition ouvrière depuis la journée de seize heures jusqu'à la semaine de quarante heures. » Il montrait également pourquoi de tels résultats ont pu être obtenus :

Suite page 5

Suite de la page 4

….le syndicalisme partait de la base concrète, la profession, qui est à l'ordre économique ce que la commune est à l'ordre politique, la cellule vivante sur laquelle l'organisme s'édifie, tandis que la révolution césarienne part de la doctrine et y fait entrer le réel. Le syndicalisme, comme la commune, est la négation au profit du réel, du centralisme bureaucratique et abstrait. La révolution du XXe siècle, au contraire, prétend s'appuyer sur l'économie, mais elle est d'abord une politique et une idéologie. Elle ne peut, par fonction, éviter la terreur et la violence faite au réel. Malgré ses prétentions, elle part de l'absolu pour modifier la réalité. La révolte, inversement, s'appuie sur le réel pour s'acheminer dans un combat perpétuel vers la vérité. La première tente de s'accomplir de haut en bas, la seconde de bas en haut. Loin d'être un romantisme, la révolte, au contraire, prend le parti du vrai réalisme. Si elle veut une révolution, elle la veut en faveur de la vie, non contre elle. C'est pourquoi elle s'appuie d'abord sur les réalités les plus concrètes, la profession, le village, où transparaissent l'être, le cœur vivant des choses et des hommes. La politique, pour elle, doit se soumettre à ces vérités. Pour finir, lorsqu'elle fait avancer l'histoire et soulage la douleur des hommes, elle le fait sans terreur, sinon sans violence, et dans les conditions politiques les plus différentes. (page 368)

Cette longue citation résume un fait l'essentiel de la pensée politique et sociale de Camus qui cherche son inspiration en ces matières plutôt du côté des sociétés scandinaves ou anglo-saxonnes que du côté soviétique. L'un des thèmes majeurs de la pensée de Camus y transparaît également : le dégoût de la terreur. Comme Camus l'écrit dans l'Homme révolté : « ***L'action révoltée authentique ne consentira à s'armer que pour des institutions qui limitent la violence, non pour celles qui la codifient. Une révolution ne vaut la peine qu'on meure pour elle que si elle assure sans délai la suppression de la peine de mort…*** » (p.361).

On peut cependant se demander s'il n'entre pas une part d'illusion, voire quelque méprise, à donner en exemple les réalisations scandinaves ou anglo-saxonnes aux syndicalistes français. Albert Camus n'ignore pourtant de quel conformisme étouffant, de quelle discipline de tous les instants, de quelle existence sans chaleur ni enthousiasme, les ouvriers de ces fades sociétés nordiques doivent payer leurs salles de bains et leurs hauts salaires.

Dans les Justes, Camus a tenté de porter à la scène le conflit entre la révolte et la révolution dont les implications l'obsèdent. Nous y voyons retracé en effet un épisode des luttes révolutionnaires qui agitèrent le monde en 1905. La scène des Justes est en Russie. Mais les questions que se posent les protagonistes de l'action sont de celles qui préoccupent tous les militants. D'abord, qu'est-ce qu'un vrai révolutionnaire ? Celui qui est prêt à tout accomplir pour le triomphe de la cause ? Celui qui aime la justice plus que la vie, comme Stephan ? Ou celui qui n'accepte de tuer que « pour bâtir un monde où plus jamais personne ne tuera » comme Kaliayev ?

La révolution, pour un Kaliayev, c'est la tentative d'instaurer enfin sur la terre le règne de l'amour au lieu de celui de la concurrence, de la ruse, de la violence qui y prévalent. « Mais moi, j'aime ceux qui vivent aujourd'hui sur la même terre que moi, et c'est eux que je salue » s'écrie-t-il. « C'est pour eux que je lutte et je consens à mourir. Et pour une cité lointaine, dont je ne suis pas sûr, je n'irai pas frapper le visage de mes frères. Je n'irai pas ajouter à l'injustice morte » (p.77).

Kaliayev ne se laisse pas aveugler à ce point par le messianisme révolutionnaire que la grandeur du but visé lui fasse négliger la cruauté des moyens qu'il requiert. Son enthousiasme révolutionnaire ne lui fait pas perdre de vue que tout homme, fût-il un adversaire, voire un ennemi, demeure son prochain, son égal. Et précisément ce qu'il reproche le plus aux oppresseurs du peuple « c'est de forcer au crime celui qui n'est pas fait pour lui » (I bid., p. 147). Si la révolution n'entraîne dans son sillage que la mort, pour ses fidèles comme pour ses adversaires, n'est-ce pas le signe qu'elle s'égare, qu'elle n'est plus sur la bonne voie ? Comme le dit Dora, l'amie de Kaliayev « la bonne voie est celle qui mène à la vie, au soleil. On ne peut avoir froid sans cesse » (I bid., p. 165).

Suite page 6

Suite de la page 5

Pour le révolutionnaire, sa propre mort n'est qu'une justification très provisoire. Elle lui permet de tuer sans devenir pour cela criminel. Mais elle met en cause le destin de la révolution triomphante et présage son échec si, comme Camus le souhaitait dans l'Homme révolté, elle n'abolit pas la peine de mort dès qu'elle a conquis le pouvoir

Le souci d'Albert Camus de réintroduire la morale dans la politique correspond très exactement à une certaine forme de sensibilité ouvrière fort répandue en France. Le travailleur salarié, si l'on nous permet de tenter d'en donner ici une définition, s'oppose au commerçant, au chef d'entreprise, aux patrons, en cela qu'il apprécie l'égalité plutôt que le prestige, la justice plutôt que la puissance.

Cette sensibilité ouvrière, qui souvent ne va pas sans quelque sentimentalité, n'exclut cependant pas le recours à la violence. Mais acculés à l'action brutale qu'est la grève, par exemple, les ouvriers gardent le même ressentiment à l'égard de l'employeur intransigeant qui les a poussés à cette extrémité que les révolutionnaires des Justes manifestent aux tyrans russes qui les incitaient à l'attentat, au crime. Albert Camus a très délicatement évoqué la conscience malheureuse des ouvriers après une grève perdue dans « Les Muets, » courte nouvelle qui figure dans l'Exil et le royaume. Au cours de l'entretien dont nous parlions plus haut, Camus confiait aux correcteurs parisiens qu'il avait tenté là d'exprimer, dans un langage communicable, les effets d'une grève.

« Les Muets, » ce sont les ouvriers d'une tonnellerie algéroise qui viennent de reprendre le travail après l'échec d'une action revendicative. La tonnellerie ne va pas fort. Le syndicat n'a soutenu qu'à regret ce mouvement isolé. Aussi les ouvriers doivent se remettre à l'ouvrage sans avoir obtenu l'augmentation de salaire qu'ils demandaient. Un mot malheureux du patron les avait contraint de rompre les négociations et de déclencher la grève qu'ils ne souhaitaient pourtant pas. Cette lutte ouverte a gâché l'atmosphère de camaraderie qui régnait auparavant dans l'atelier. Le patron n'était pas un mauvais bougre. Mais il s'était buté. Il leur avait fait sentir qu'il n'acceptait la discussion que par bonté d'âme, puisque, après tout, il était le maître, et qu'il les faisait vivre.

A la reprise du travail, en manière de représailles, les ouvriers décident de ne plus lui adresser la parole. Cela ne va pas sans quelques froissements d'amour-propre ni quelque irritation de part et d'autre. La gêne qui s'est établie entre les deux partis en présence croît brusquement lorsque la petite fille du patron, frappée d'une attaque, est emmenée d'urgence à l'hôpital. Les ouvriers sont émus mais, lorsque le patron revient dans l'atelier, au moment de la sortie, personne ne répond à son bonsoir.

Yvars, l'ouvrier à travers la conscience de qui l'auteur nous a fait revivre toute cette histoire, rentre chez lui mélancolique et insatisfait. Il se console en se disant qu'après tout c'est l'entêtement du patron qui se trouve à l'origine de cet irritant conflit.

Camus, encore une fois, a posé dans cette simple nouvelle la question des droits du cœur et du sentiment dans les rapports sociaux. Le profit n'est pas tout. Au nom de quoi devrait-on y sacrifier notre dignité, tout ce qui donne chaleur et saveur à nos relations avec les autres ? Les conflits entre le capital et le travail, entre dirigeants et exécutants ne sont pas simples. Ils mettent en cause des hommes, des semblables. Tout en nous faisant toucher du doigt l'absurdité de certaines simplifications marxistes, Camus nous fait réfléchir à l'inhumanité profonde d'un système économique qui rend inévitables tant inutiles et douloureux.

Il y a beaucoup d'art dans la façon dont Albert Camus conduit ce rapide récit d'un incident somme toute banal de la vie ouvrière. Il nous fait comprendre, en nous décrivant les gestes et les réflexions à peine ébauchées d'Yvars, que l'ancien de l'atelier pense moins avec des mots clairement formulés dans son esprit qu'avec tout son corps. L'insatisfaction et le ressentiment d'Yvars durcissent ses muscles, s'irradient en courbatures. C'est sa fatigue, sa lassitude toutes physiques, qui lui disent l'amertume de la condition du travailleur manuel.

Le silence d'Yvars et de ses camarades devant le patron représente une tactique. Mais c'est aussi beaucoup plus. Il traduit le dépit, l'impuissance à exprimer l'essentiel. Dans un dialogue entre ouvriers et patron, le patron a toujours le dernier mot. Non pas seulement, d'ailleurs, parce qu'il dispose de moyens de contrainte. Son éducation et l'exercice de ses fonctions lui ont appris à manier les mots et les idées avec tellement plus d'agilité et d'astuce que ceux qu'il emploie ! Idées et mots semblent faits à son usage, taillés sur mesure pour justifier son point de vue. Alors qu'il n'y a pas de mots, pas d'idées simples, de phrases directes pour exprimer ce que ressentent les ouvriers livrés, presque sans défense, au bon vouloir de ceux qui leur donnent du travail.

Suite page 7

Suite de la page 6

Et cela est particulièrement vrai dans les petites entreprises encore quasiment artisanales comme celle où Camus a placé l'action de son récit. Le silence reste la seule réponse possible à l'humiliation permanente qu'inflige à ceux qui la connaissent la condition salariée. C'est bien ce que souligne Camus lorsqu'il écrit :

: « ***la colère et l'impuissance font parfois si mal qu'on ne peut même pas crier*** » (p.91).

L'intérêt d'Albert Camus pour les problèmes que pose la lutte des classes ne l'incite pas à prendre des attitudes condescendantes à l'égard des travailleurs. Il concluait son entretien avec les correcteurs parisiens par une profession de foi beaucoup plus modeste :

Personnellement je refuse énergiquement d'être considéré comme un guide de la classe ouvrière. C'est un honneur que je décline. Je suis toujours dans l'incertitude et j'ai constamment besoin d'être éclairé. Il est trop facile vraiment de décider d'un cabinet de travail ce que doit faire le salarié. Les problèmes se posent pour nous tous. Si j'ai été communiste, je n'ai jamais été marxiste. Certes, le marxisme est une méthode critique des mystifications bourgeoises toujours acceptable, comme est acceptable toute pensée ou doctrine féconde. Mais, redoutons le schéma marxiste, sans pour cela tomber dans une apologie quelconque du capitalisme. La société capitaliste n'est plus ce qu'elle était au XIXe siècle. Mais peut-on dire de la société qui se qualifie de socialiste qu'elle répond à sa définition première ? Gardons précieusement l'acquis de l'une et de l'autre, mais refusons les mystifications

Le désir de réconciliation de l'histoire et de la nature qui donne naissance dans l'œuvre de Camus à ce qu'il appelle « la pensée de Midi, » le relie à la tradition de 1848, le situe dans la postérité de Charles Péguy qui en était directement issu, plus encore sans doute que dans celle de Nietzsche.

Dans une belle page de son livre sur Péguy, Daniel Halévy évoque en ces termes le mouvement de pensée dont participait l'animateur des Cahiers de la Quinzaine :

A l'instant où commençait cette révolution industrielle qui termine l'ancienne histoire, qui sépare tous les anciens âges de notre âge incertain et dur, à cet instant où tous les États, toutes les organisations sociales allaient accroître dans des proportions inouies leur pouvoir sur les choses, leur efficacité matérielle, très précisément à cet instant si grave, les Français du XVIIIe et du XIXe siècle se souvinrent de l'humble artisan de toutes les puissances, l'homme ; et ils firent en sorte qu'il ne soit pas oublié. Géomètres, naturalistes, physiciens, ils avaient inventé les nouvelles techniques et ils dirent en les apportant qu'ils n'avaient pas travaillé pour l'enrichissement, le vain gonflement des États, des corporations anonymes, mais pour le relèvement, l'ennoblissement de l'homme : pour l'éducation des enfants, la guérison des vieillards, la culture des mes. Toute leur propagande exprime ce vœu que l'humanité plus puissante soit aussi plus attentive à c'elle-même, plus soucieuse de ses forces gaspillées, plus humaine afin d'être plus grande. (Péguy et les cahiers de la Quinzaine, Payot, 1919, p. 134)

Il n'y a rien là dont Camus ne puisse à juste titre se réclamer lui aussi. Il appartient en effet à ce petit groupe d'écrivains et d'intellectuels qui n'hésitent pas à penser à contre courant, à dénoncer l'imposture tragique que constitue le soi-disant réalisme politique, sanctionné par une pseudoscience. Celui-ci nous mènerait tout droit, si nous n'y prenions garde, à la société totalitaire, à l'étouffement de ce qu'il nous reste de liberté individuelle, au morne esclavage des camps de concentration dont trop de peuples ont déjà fait la douloureuse expérience. N'est-il pas à l'honneur d'un écrivain de consacrer toutes les ressources de son talent à la dénonciation de tels dangers et de le mettre au service d'un humanisme vraiment démocratique parce qu'il vise à englober tous les hommes dans la communauté d'esprits qu'il crée et non plus seulement une élite.

.

RESTAURER LA VALEUR DE LA LIBERTE

Si on additionne les violations et les multiples exactions qu'on vient de dénoncer devant nous, on peut prophétiser un temps où, dans une Europe de concentrationnaires, il n'y aura plus que des gardiens de prison en liberté, qui devront encore s'emprisonner les uns les autres. Quand il n'y en aura plus qu'un, nous le nommerons gardien chef, et ce sera la société parfaite où les problèmes de l'opposition, cauchemar des gouvernements du XXe siècle, seront enfin, et définitivement, réglés.

Bien entendu ce n'est qu'une prophétie et, quoique dans le monde entier les gouvernements et les polices, avec beaucoup de bonne volonté, essaient d'arriver à cette heureuse conclusion, nous n'en sommes pas encore là.

Chez nous, par exemple, dans l'Europe de l'Ouest, la liberté est officiellement bien vue. Simplement, elle me fait penser à ces cousines pauvres qu'on voit dans certaines familles bourgeoises. La cousine est devenue veuve, elle a perdu son protecteur naturel. Alors, on l'a recueillie, on lui a donné une chambre au 5e, et on l'accepte à la cuisine. On la montre parfois en ville, le dimanche, pour prouver qu'on a de la vertu et qu'on n'est pas chien. Mais pour tout le reste, et surtout dans les grandes occasions, elle est priée de la fermer. Et si même un policier distrait la viole un peu dans les coins, on n'en fait pas une histoire, elle en a vu d'autres, surtout avec le maître de maison, et, après tout, ça ne vaut pas la peine de se mettre mal avec les autorités constituées. A l'Est, il faut bien dire qu'on est plus franc. On a réglé son affaire à la cousine une fois pour toutes et on l'a flanquée dans un placard, avec deux bons verrous. Il paraît qu'on la ressortira dans un demi-siècle, à peu près, quand la société idéale aura été définitivement instaurée. On fera des fêtes en son honneur, à ce moment-là. Mais, à mon avis, elle risque d'être alors un peu mangée des mites et j'ai peur qu'on ne puisse plus s'en servir.

Quand on ajoutera que ces deux conceptions de la liberté, celle du placard et celle de la cuisine, ont décidé de s'imposer l'une à l'autre, et sont obligées dans tout ce remue-ménage de réduire encore les mouvements de la cousine, on comprendra sans peine que notre histoire soit celle de la servitude plus que de la liberté, et que le monde où nous vivons soit celui qu'on vient de vous dire, et qui nous saute du journal aux yeux tous les matins, pour faire de nos jours et de nos semaines un seul jour de révolte et de colère.

Le plus simple, et donc le plus tentant, est d'accuser les gouvernements ou quelques puissances obscures de ces vilaines manières. Et il est bien vrai qu'ils sont coupables, et d'une culpabilité si dense et si longue qu'on n'en voit même plus l'origine. Mais ils ne sont pas les seuls responsables. Après tout, si la liberté n'avait jamais eu que les gouvernements pour surveiller sa croissance, il est probable qu'elle serait encore en enfance, ou définitivement enterrée, avec la mention « un ange au ciel ». La société de l'argent et de l'exploitation n'a jamais été chargée, que je sache, de faire régner la liberté et la justice. Les Etats policiers n'ont jamais été suspectés d'ouvrir des écoles de droit dans les sous-sols où ils interrogent leurs patients. Alors, quand ils oppriment et qu'ils exploitent, ils font leur métier et quiconque leur remet sans contrôle la disposition de la liberté n'a pas le droit de s'étonner que la liberté soit immédiatement déshonorée. Si la liberté est aujourd'hui humiliée ou enchaînée, ce n'est pas parce que ses ennemis ont usé de traîtrise. C'est parce que ses amis ont en partie démissionné, c'est parce qu'elle a perdu son protecteur naturel, justement. Oui, la liberté se trouve veuve, mais, il faut le dire parce que cela est vrai, elle est veuve de nous tous.

La liberté est l'affaire des opprimés et ses protecteurs traditionnels sont toujours sortis des peuples opprimés.

Ce sont les communes qui dans l'Europe féodale ont maintenu les ferments de liberté, les habitants des bourgs et des villes qui l'ont fait triompher fugitivement en 89, et à partir du XIXe siècle, ce sont les mouvements ouvriers qui ont pris en charge le double honneur de la liberté et de la justice, dont ils n'ont jamais songé à dire qu'elles étaient inconciliables. Ce sont les travailleurs manuels et intellectuels qui ont donné un corps à la liberté, et qui l'ont fait avancer dans le monde jusqu'à ce qu'elle devienne le principe même de notre pensée, l'air dont nous ne pouvons plus nous passer, que nous respirons sans prendre garde, jusqu'au moment où privés de lui, nous nous sentons mourir.

Suite page 8

Suite de la page 7

Et si, aujourd'hui, sur une si grande part du monde, elle est en recul, c'est sans doute parce que jamais les entreprises d'asservissement n'ont été plus cyniques et mieux armées, mais c'est aussi parce que ses vrais défenseurs, par fatigue, ou par une fausse idée de la stratégie et de l'efficacité, se sont détournés d'elle. Oui, le grand événement du XXe siècle a été l'abandon des valeurs de liberté par le mouvement révolutionnaire, le recul progressif du socialisme de liberté devant le socialisme césarien et militarisé. Dès cet instant, un certain espoir a disparu du monde, une solitude a commencé pour chacun des hommes libres

Quand, après Marx, le bruit a commencé à se répandre et à se fortifier que la liberté était une balançoire bourgeoise, ce n'était sans doute qu'une simple confusion de mots. Mais nous payons encore cette confusion dans les convulsions du siècle. Car il fallait dire sans doute que la liberté bourgeoise était une balançoire, mais non pas toute liberté. Il fallait dire justement que la liberté bourgeoise n'était pas la liberté, ou dans le meilleur des cas, qu'elle ne l'était pas encore, mais qu'il y avait des libertés à conquérir et à ne jamais abandonner. Il est bien vrai qu'il n'y a pas de liberté possible pour un homme rivé au tour toute la journée et qui, le soir venu, s'entasse avec sa famille dans une seule pièce. Mais cela condamne une classe et une société, non le besoin de liberté, dont même le plus pauvre d'entre nous ne peut se passer. Et si même la société se trouvait transformée subitement et devenait décente et confortable pour tous, si la liberté n'y régnait pas, elle serait encore une barbarie.

Parce que la société bourgeoise parle de la liberté sans la pratiquer, faut-il donc que la société ouvrière renonce aussi à la pratiquer en se vantant seulement de n'en point parler ?.

Pourtant la confusion s'est opérée et, dans le mouvement révolutionnaire, la liberté peu à peu s'est trouvée condamnée parce que la société bourgeoise en faisait un usage mystificateur. D'une juste et saine méfiance à l'égard des prostitutions que cette société infligeait à la liberté, on en est venu à se défier de la liberté même. Au mieux, on l'a renvoyée à la fin des temps, en priant que d'ici là on veuille bien ne plus en parler. On a déclaré qu'il fallait d'abord la justice, et que pour la liberté, on verrait après, comme si des esclaves pouvaient jamais espérer obtenir justice. Et des intellectuels dynamiques ont annoncé au travailleur que c'était le pain seul qui l'intéressait, et non la liberté, comme si le travailleur ne savait pas que son pain dépend aussi de sa liberté. Et certes, devant la longue injustice de la société bourgeoise, la tentation était forte de se porter à ces extrémités. Après tout, il n'est peut-être pas un seul d'entre nous, ici, qui dans l'action ou la réflexion, n'y ait cédé. Mais l'histoire a marché et ce que nous avons vu doit maintenant nous faire réfléchir. La révolution faite par des travailleurs a triomphé en 17 et ce fut alors vraiment le triomphe de la vraie liberté, et le plus grand espoir que ce monde ait connu. Mais cette révolution, encerclée, menacée à l'intérieur comme à l'extérieur, s'est armée, s'est munie d'une police. Et peu à peu, privée de la force que représente la foi en la liberté dont elle se méfiait , la révolution s'est essoufflée pendant que la police se renforçait. Et le plus grand espoir du monde s'est sclérosé dans la dictature la plus efficace du monde. La fausse liberté de la société bourgeoise ne s'en porte pas plus mal, au contraire. Ce qui a été tué dans les procès de Moscou et d'ailleurs, et dans les camps de la révolution, ce qui est assassiné quand on fusille, comme en Hongrie, un cheminot pour faute professionnelle, ce n'est pas la liberté bourgeoise, c'est la liberté de 17. La liberté bourgeoise, elle, peut procéder en même temps à toutes ses mystifications. Les procès, les perversions de la société révolutionnaire, lui donnent à la fois une bonne conscience et des arguments.

En ce qui caractérise même le monde où nous vivons, c'est cette dialectique cynique qui oppose l'injustice à l'asservissement et qui renforce l'une par l'autre. Lorsqu'on fait entrer dans le palais de la culture, Franco, l'ami de Goebbels et de Hitler, Franco, le vrai vainqueur de la deuxième guerre mondiale, à ceux qui protestent et disent que les droits de l'homme inscrits dans la Charte de l'Unesco sont ridiculisés tous les jours dans les prisons de Franco, on répond sans rire que la Pologne est aussi à l'Unesco et qu'en fait de respect des libertés publiques, l'une ne vaut pas mieux que l'autre. Argument idiot bien sûr. Si vous avez eu le malheur de marier votre fille aînée à un adjudant de Bataillon d'Afrique, ce n'est pas une raison pour marier une cadette à un inspecteur de la brigade mondaine. Il suffit d'une brebis galeuse dans la famille. Pourtant l'argument idiot est efficace. Et on nous le prouve tous les jours.

Suite page 9

Suite de la page 8
A celui qui présente l'esclave des colonies en criant justice, on montre le concentrationnaire russe, et inversement. Si vous protestez contre l'assassinat à Prague d'un historien opposant comme Kalandra, on vous jettera à la figure deux ou trois nègres américains. Dans cette dégoûtante surenchère une seule chose ne change pas, la victime, toujours la même, une seule valeur est constamment violée ou prostituée, la liberté et l'on s'aperçoit alors que partout, en même temps qu'elle, la justice est aussi avilie

Comment rompre, pour finir, ce cercle infernal ? Il est bien évident qu'on ne peut le faire qu'en restaurant , dès à présent, en nous-mêmes et autour de nous, la valeur de liberté – et en ne consentant plus jamais à ce qu'elle soit sacrifiée, même provisoirement, ou séparée de notre revendication de justice. Le slogan d'aujourd'hui pour nous tous ne peut être que celui-ci : Sans rien céder sur le plan de la justice, ne rien abandonner sur celui de la liberté. En particulier, les quelques libertés démocratiques dont nous jouissons encore ne sont pas des illusions sans conséquence et que nous puissions nous laisser ravir sans protester. Elles représentent exactement ce qui nous reste des grandes conquêtes révolutionnaires des deux siècles derniers. Elles ne sont pas, comme tant d'astucieux démagogues nous le disent, la négation de la vraie liberté. Il n'y a pas une liberté idéale qui nous sera donnée un jour d'un coup, comme on reçoit sa retraite à la fin de sa vie. Il y a des libertés à conquérir une à une, péniblement et celles que nous avons encore sont des étapes, insuffisantes à coup sûr, mais des étapes cependant sur le chemin d'une libération concrète. Si on accepte de les supprimer, on n'avance pas pour autant. On recule au contraire, on revient en arrière, et un jour de nouveau il faudra refaire cette route, mais ce nouvel effort se fera une fois de plus dans la sueur et le sang des hommes.

Non, choisir la liberté aujourd'hui ce n'est pas, comme un Kravchenko, passer de l'état de profiteur du régime soviétique à celui de profiteur du régime bourgeois, car ce serait, au contraire, choisir deux fois la servitude, et, condamnation dernière, la choisir pour les autres.

Choisir la liberté, ce n'est pas comme on nous le dit choisir contre la justice. Au contraire, on choisit la liberté aujourd'hui au niveau de ceux qui partout souffrent et luttent, et là seulement. On la choisit en même temps que la justice et, désormais, nous pouvons plus choisir l'une sans l'autre. Si quelqu'un vous retire votre pain, il supprime en même temps votre liberté. Mais si quelqu'un vous ravit votre liberté, soyez tranquille, votre pain est menacé, car il ne dépend plus de vous et de votre lutte, mais du bon plaisir d'un maître. La misère croît à mesure que la liberté recule dans le monde et inversement. Et si ce siècle implacable nous a appris quelque chose, c'est que la révolution économique sera libre ou elle ne sera pas, de même que la libération sera économique ou elle ne sera rien. Les opprimés ne veulent pas seulement être libérés de leur faim, ils veulent l'être aussi de leurs maîtres. C'est qu'ils ne seront effectivement affranchis de la faim que lorsqu'ils tiendront leurs maîtres, tous leurs maîtres, en respect. J'ajouterai pour finir que séparer la liberté de la justice revient à séparer la culture et le travail, ce qui est le péché social par excellence. Le désarroi du mouvement ouvrier en Europe vient en partie de ce qu'il a perdu sa vraie patrie, celle où il reprenait force après toutes les défaites et qui était la foi dans la liberté. Mais de même le désarroi des intellectuels européens vient de ce que la double mystification, bourgeoise et pseudo-révolutionnaire, les a séparés de leur seule source d'authenticité, le travail et la souffrance de tous, les a coupés de leurs seuls alliés naturels, les travailleurs. Je n'ai jamais reconnu quant à moi que deux aristocraties, celle du travail et celle de l'intelligence, et je sais maintenant qu'il est fou et criminel de vouloir soumettre l'une à l'autre, qu'à elles deux, elles ne font qu'une seule noblesse, que leur vérité et surtout leur efficacité sont dans l'union, que séparées, elles se laisseront réduire une à une par les forces de la tyrannie et de la barbarie, mais que réunies au contraire, elles feront la loi du monde. C'est pourquoi toute entreprise qui vise à les désolidariser et à les séparer est une entreprise dirigée contre l'homme et ses espoirs les plus hauts. Le premier effort de toute entreprise dictatoriale est ainsi d'asservir en même temps le travail et la culture. Il faut les bâillonner tous les deux ou, sans quoi, les tyrans le savent bien, tôt ou tard, l'un parlera pour l'autre. C'est ainsi que selon moi, il y a pour un intellectuel deux façons de trahir aujourd'hui et dans les deux cas, il trahit parce qu'il accepte une seule chose : la séparation du travail et de la culture. On ravale en même temps la liberté et la justice. Il est vrai que la liberté insulte au travail et le sépare de la culture quand elle est faite d'abord de privilèges.

Suite page 10

Suite de la page 9

Mais la liberté n'est pas faite de privilèges, elle est faite surtout de devoirs. Et dès l'instant où chacun de nous essaie de faire prévaloir les devoirs de la liberté sur ses privilèges, dès cet instant la liberté réunit le travail et la culture et met en marche une force qui est la seule à pourvoir servir efficacement la justice. La vérité dont nous devons vivre aujourd'hui, la règle de notre action, le secret de notre résistance, peut se formuler simplement : tout ce qui humilie le travail humilie l'intelligence, et inversement. Et la lutte révolutionnaire, l'effort séculaire de libération, se définit d'abord comme un refus incessant de l'humiliation. A la vérité, nous ne sommes pas encore sortis de cette humiliation. Mais la roue tourne, l'histoire change ; un temps s'approche, j'en suis sûr, où nous ne serons plus seuls. Pour moi, notre réunion d'aujourd'hui est déjà un signe. Que des syndiqués se réunissent et se pressent autour des libertés pour les défendre, oui, cela méritait vraiment que de toutes parts tous accourent pour manifester leur union et leur espoir. La route est longue à parcourir. Mais si la guerre ne vient pas tout mêler dans sa hideuse confusion, nous aurons le temps de donner une forme enfin à la justice et à la liberté dont nous avons besoin.

Mais pour cela, nous devons désormais refuser clairement, sans colère, mais irréductiblement, les mensonges, dont on nous a gavés. Non, on ne construit pas la liberté sur les camps de concentration, ni sur les peuples asservis des colonies, ni sur la misère ouvrière.

Non les colombes de la paix ne se perchent pas sur les potences, non, les forces de la liberté ne peuvent pas mêler les fils des victimes avec les bourreaux de Madrid et d'ailleurs.

De cela, au moins, nous serons désormais bien sûrs comme nous serons sûrs que la liberté n'est pas un cadeau qu'on reçoit d'un Etat ou d'un chef, mais un bien que l'on conquiert tous les jours, par l'effort de chacun et l'union de tous.

Albert Camus

La Chanson de Craonne

Comme nous sommes en Novembre et que les préparatifs pour les commémorations du centenaire de la grande boucherie de 14-18 battent leur plein, je ne peux résister à faire partager ce monument qu'est la chanson de Craonne, à ce jour et sauf erreur, toujours interdite dans l'armée française ! Je vous conseille les versions de Serge Utgé-Royo («Contre-chant de ma mémoire») et des «Amis d'ta femme» («Noir...et Rouge aussi un peu»)
Oly

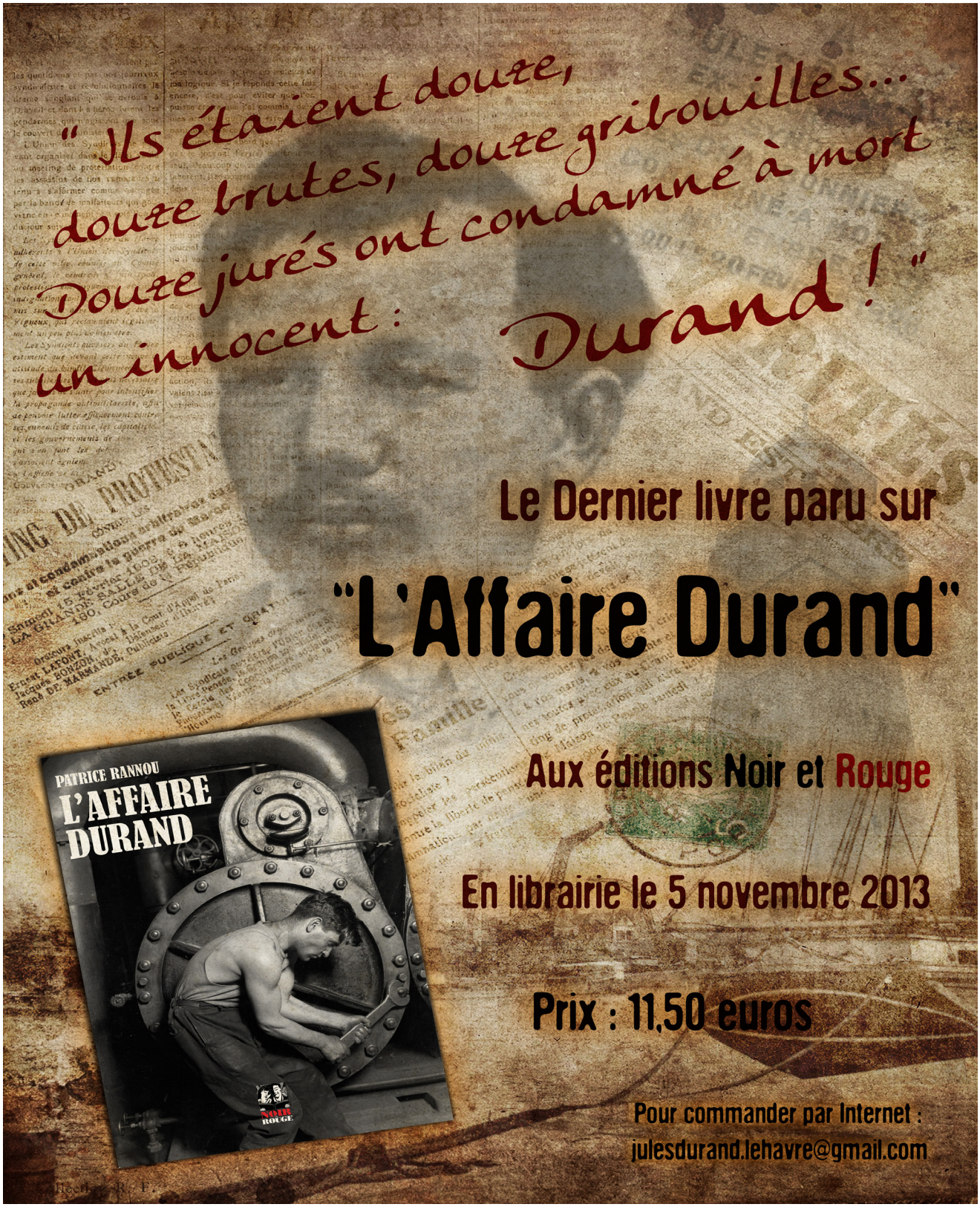
Quand au bout de huit jours, le repos terminé
On va reprendre les tranchées
Notre place est si utile
Que sans nous on prend la pile.
Mais c'est bien fini, on en a assez
Personne ne veut plus marcher,
Et le coeur bien gros, comme dans un sanglot
On dit adieu aux civ'lots.
Même sans tambour, même sans trompette
On s'en va là-haut en baissant la tête

{Refrain:}
Adieu la vie, adieu l'amour
Adieu toutes les femmes
C'est bien fini, c'est pour toujours
De cette guerre infâme
C'est à Craonne, sur le plateau,
Qu'on doit laisser sa peau
Car nous sommes tous condamnés
Nous sommes les sacrifiés.

Huit jours de tranchées, huit jours de souffrance
Pourtant on a l'espérance
Que ce soir viendra la relève
Que nous attendons sans trêve
Soudain dans la nuit et dans le silence
On voit quelqu'un qui s'avance :
C'est un officier de chasseurs à pied
Qui vient pour nous remplacer
Doucement, dans l'ombre, sous la pluie qui tombe,
Les petits chasseurs vont chercher leurs tombes.
{au Refrain}

C'est malheureux d'voir, sur les grands boulevards,
Tous ces gros qui font la foire
Si pour eux la vie est rose
Pour nous, c'est pas la même chose
Au lieu d'se cacher, tous ces embusqués
Feraient mieux de monter aux tranchées
Pour défendre leurs biens, car nous n'avons rien
Nous autres, les pauvres purotins.
Tous les camarades sont enterrés là
Pour défendre les biens de ces messieurs-là

{Refrain:}
Ceux qui ont l'pognon, ceux-là reviendront
Car c'est pour eux qu'on crève
Mais c'est fini, car les troufions
Vont tous se mettre en grève
Ce sera votre tour, messieurs les gros
De monter sur le plateau
Car si vous voulez la guerre
Payez-la de votre peau !



L'Affaire Durand ! Vous avez aimé la brochure sur Durand, vous adorerez le dernier livre paru sur « L'Affaire Durand », aux Editions Noir et Rouge.

Le Libertaire
Internet : -http://le-libertaire.net/
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A VOS PLUMES !

Le libertaire accueille amicalement l'apport aertistique , les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com